

République Islamique de Mauritanie

Premier Ministère

Caisse des Dépôts et de Développement



Rapport annuel 2019

Table des matières

Mot du Directeur Général.....	4
Contexte économique national.....	6
Modèle économique et gouvernance.....	7
Chiffres clés.....	9
Mobilisation des ressources.....	10
Ressources internes.....	10
Ressources extérieures.....	10
Emplois de la caisse.....	11
Appui aux Politiques publiques.....	11
Appui au secteur financier.....	12
Financement des PME.....	12
Financement du secteur rural.....	14
Fonds de Soutien à l'Emploi.....	15
Coopération et partenariat.....	15
Renforcement des capacités.....	16
Perspectives.....	16
RAPPORT FINANCIER.....	17
Le Budget.....	17
Les Charges.....	17
Les équipements.....	18
Les produits.....	18
Le résultat.....	18
Les états financiers.....	20
Le bilan.....	20
Le passif.....	22
Le compte de résultat.....	23
États financiers certifiés.....	25

Liste des Abréviations

ATTM	Société d'Assainissement, de Travaux, de Transport et de Maintenance
BCM	Banque Centrale de Mauritanie
CAM	Crédit Agricole de Mauritanie
CDD	Caisse des Dépôts et de Développement
CDG	Caisse des Dépôts et de Gestion
DAT	Dépôts A Terme
DD	Direction du Développement
DDC	Direction des Dépôts et Consignations
FADES	Fonds Arabe pour le Développement Économique et Social
FOREMI	Fonds de Refinancement des Institutions de microfinance
FKDEA	Fonds Koweïtien pour le Développement Économique des Pays Arabes
FSE	Fonds de Soutien à l'Emploi
IMF	Institutions de Microfinance
INPC	Indice National des Prix à la Consommation
ISKAN	Société de Construction et Gestion Immobilière de la Mauritanie
PIB	Produit Intérieur Brut
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNB	Produit Net Bancaire
SNIM	Société Nationale Industrielle et Minière
TPE	Très Petites Entreprises

Mot du Directeur Général

La Caisse des Dépôts et de Développement (CDD), en tant qu'acteur de financement au service de l'intérêt général et des priorités de l'action gouvernementale, a poursuivi, en 2019, son programme d'accompagnement des priorités du gouvernement en matière de développement économique et social du pays.

L'action de la CDD au cours de l'année 2019 peut être appréciée globalement à travers, d'une part, les démarches conduites en matière de mobilisation de ressources et, d'autre part, l'emploi de ces ressources en appui au financement des programmes et projets découlant de ses axes d'intervention.

En matière de mobilisation de ressources, l'action de la CDD se situe principalement à deux niveaux : (i) la mobilisation de ressources extérieures à travers des lignes de crédit contractées auprès de partenaires multilatéraux et bilatéraux tels que le FADES, le FKDEA ou le Fonds KHALIFA et (ii) la mobilisation de ressources internes à travers, principalement, la transformation d'une partie des dépôts publics à des fins de financement d'opérations d'intérêt général, celle de ressources confiées dans le cadre de mandats de gestion contractés avec l'Etat ou ses démembrements ou la promotion du métier de Tiers de confiance au travers des consignations ; le mécanisme de gestion des biens gelés, initié en 2019, en cours d'opérationnalisation, rentre également dans ce cadre.

Concernant les points d'application des ressources mobilisées, on relèvera principalement les axes ci-après : (i) l'appui aux politiques publiques ; (ii) le financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME), et (iii) la conduite de mandats de gestion pour le compte de l'Etat. A titre d'illustration, la CDD a contractualisé en 2019 des accords avec le Ministère des Finances et les Départements sectoriels compétents régissant les opérations d'acquisition, de financement, de gestion et de commercialisation de produits nécessaires à la vie de secteurs d'activités importants de l'économie, accords qui responsabilisent la CDD en matière de gestion fiduciaire de tels programmes. L'appui à la commercialisation dans le domaine de la pêche artisanale pour réguler le marché et valoriser, par là même, la ressource halieutique nationale ou le financement d'équipements et d'infrastructures au profit d'opérateurs intervenant dans des chantiers d'intérêt public procèdent également de l'appui de la CDD aux politiques publiques.

En matière de financement de PME, l'enveloppe accordée en 2019 s'élève à environ 236 millions MRU portant le cumul des financements à 1.4 milliards MRU au 31 décembre 2019. Ces financements ont porté sur un effectif de plus de 400 PME dans l'essentiel des secteurs de l'économie.

S'agissant de l'appui au secteur financier, outre les dépôts injectés dans le système bancaire permettant le renforcement des concours des banques aux PME, la CDD a contribué, en 2019, à un effort d'ensemble de la place financière, faisant intervenir le Fonds de Garantie des Dépôts, ceci à titre de contribution à la stabilité du système bancaire.

Dans le domaine de la conduite de mandats de gestion, le Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) et le financement du secteur rural, à travers la filiale Crédit Agricole de Mauritanie (CAM-sa), ont été

poursuivis ; le FSE, au moyen du recyclage des fonds recouvrés sur l'enveloppe initiale. Plus généralement, les activités génératrices de revenus portées par le FSE sont appelées à se généraliser dans toutes les régions du pays avec le déploiement, en cours, de la composante microfinance du Programme Prioritaire confiée à la CDD, le démarrage imminent du programme financé sur ressources du Fonds KHALIFA orientées principalement vers les zones rurales et plus spécifiquement à la frange des jeunes et des femmes, ainsi que celui relatif au refinancement des institutions de microfinance.

S'agissant du secteur rural, la CDD, via le CAM-sa, a assuré le financement des campagnes agricoles par des crédits court terme destinés principalement aux coopératives agricoles, ceci en attendant la mise en place d'un dispositif pérenne de financement adapté à l'agriculture, à l'étude.

En matière de coopération, la CDD a pris part, d'une part, à des rencontres internationales des caisses destinées à la promotion du rôle de celles-ci au service de la croissance et du développement, ainsi qu'au développement de complémentarités et de synergies avec les banques de développement et le secteur privé et, d'autre part, au 5ème forum des caisses de dépôts axé sur les thématiques de l'inclusion financière, de la mobilisation des ressources longues, du financement des infrastructures sociales et de la mobilisation de l'épargne des diasporas pour le développement.

Dans le domaine du renforcement des capacités, des formations et des échanges techniques ont été organisés en 2019 en partenariat avec les Caisses consœurs de la France et du Maroc notamment. Des formations structurantes ont été également conduites avec des instituts spécialisés dans le domaine bancaire.

Sur le plan financier, les résultats de l'année 2019 font ressortir un total de bilan de 8,3 milliards d'Ouguiya et un résultat comptable positif de 101 millions d'Ouguiya.

En terme de perspectives, la CDD s'emploiera à poursuivre l'opérationnalisation de ses axes d'intervention par la diversification des financements extérieurs et par la mobilisation de ressources internes au moyen du développement de nouveaux produits, ceci pour répondre davantage aux besoins de plus en plus accrus en matière d'appui aux priorités publiques et au développement du secteur privé, le tout dans le respect de l'intégrité du modèle spécifique aux Caisses de Dépôts.

Mohamadou Youssouf DIAGANA

Contexte économique national

La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel est passée de 2,1 % en 2018 à 5,9 % en 2019. Elle a été portée essentiellement par celle des activités extractives (+27.2%), de la pêche (+20.5%) et de l'agriculture (+19,7%). Hors industries extractives, la croissance du PIB réel est restée globalement stable : 3.6 % en 2019, contre 3.5 % en 2018.

En matière d'évolution des prix, l'inflation, mesurée par l'Indice National des Prix à la Consommation (INPC), est restée maîtrisée en 2019 à 2,1 % en moyenne annuelle grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics visant à soutenir les populations pauvres et à la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente.

S'agissant du commerce extérieur, la balance des paiements a enregistré une légère amélioration au niveau du déficit du compte courant qui se situe à -10.9% du PIB en 2019, contre -13.8% en 2018. Les réserves de change ont connu une augmentation de l'ordre de 23,7% passant de 918 millions de dollars en 2018 à 1136 millions de dollars en 2019 représentant l'équivalent de 5,3 mois d'importation.

Quant aux finances publiques, d'importants efforts fiscaux ont été conduits permettant aux recettes budgétaires hors dons d'atteindre 51.4 milliards d'Ouguiya en 2019, soit 4.3% de plus qu'en 2018. Ces efforts conjugués à une maîtrise des dépenses publiques ont permis de maintenir un solde budgétaire global hors dons positif de 0,5 % du PIB.

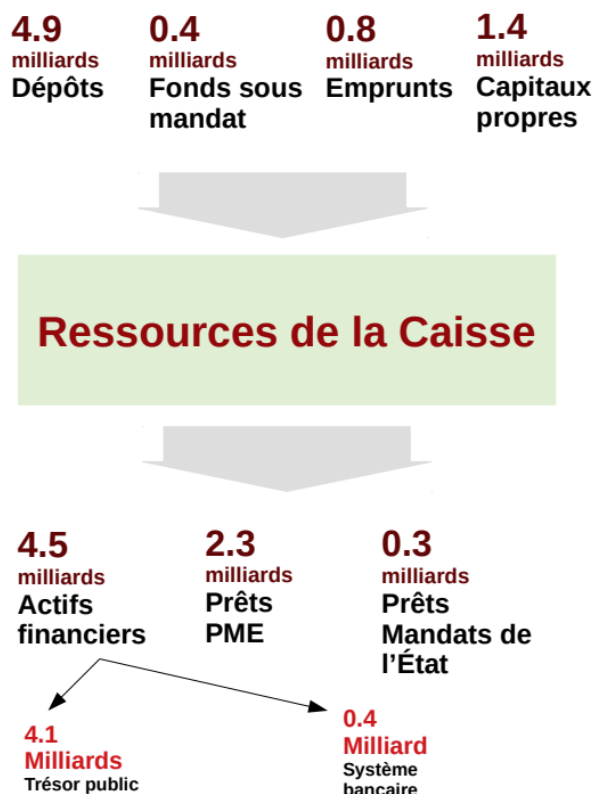
Au niveau du secteur financier, plusieurs mesures ont été prises à l'effet de maintenir sa stabilité. On peut citer, à titre d'exemple : (i) la baisse du taux directeur de la Banque Centrale de Mauritanie (passage de 9% à 6.5%), (ii) l'adoption de textes réglementaires relatifs au cadre et aux procédures de mobilisation des créances bancaires, (iii) la mise en œuvre de la loi portant réglementation des institutions de crédit, promulguée en 2018, (iv) l'adoption de la loi portant création du système national des paiements, (v) la mise en place du bureau d'échange des informations de crédits et (vi) la poursuite des travaux de l'élaboration de la Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF).

C'est dans ce contexte économique succinctement présenté que la Caisse des Dépôts et de Développement a inscrit son action au cours de l'année 2019.

Modèle économique et gouvernance

La Caisse des Dépôts et de Développement, établissement public à statut spécial, a vocation :

- en tant qu'investisseur, à agir au service de l'intérêt général, en veillant à assurer une meilleure gestion des risques, à satisfaire les exigences en matière de retour sur investissement et à sécuriser les fonds mis à sa disposition ;
- à accompagner les politiques menées par le Gouvernement au service du développement économique et social par la poursuite simultanée de plusieurs voies : (i) l'appui aux politiques publiques ; (ii) le financement du secteur privé en général et des Petites et Moyennes Entreprises (PME) en particulier ; et (iii) la conduite de programmes sous mandat de gestion.



La gouvernance de la CDD est assurée par un dispositif comprenant un Conseil d'orientation stratégique présidé par le Premier Ministre, deux Commissions de surveillance présidées par des parlementaires, l'une pour la Direction des Dépôts et Consignations (DDC) et l'autre pour la Direction du Développement (DD). Ces instances comportent, notamment, des représentants de la Présidence, du Premier Ministère, des Ministères chargés de l'Économie et des Finances et de la Banque Centrale.

L'administration et la gestion sont assurées par un Directeur Général nommé par décret présidentiel assisté par un Secrétaire Général nommé en Conseil des Ministres.

Outre les deux directions opérationnelles précitées, la CDD dispose de structures support (Système d'information, Audit, Engagements et risques, Finances et Comptabilité...), de filiales ou assimilées (CAM-sa, NOVEC, FOREMI) et d'une présence institutionnelle dans quasiment toutes les régions du pays à travers des agences ou représentations.

GOUVERNANCE

Conseil d'Orientation Stratégique

- Présidé par le Premier Ministre
- Chargé :
 - ✓ de s'assurer du respect des grands objectifs fixés par les Pouvoirs publics
 - ✓ et de la bonne coordination avec les partenaires financiers

Commissions de surveillance

- Désignées pour un mandat de trois ans
- Entendent trimestriellement le compte rendu établi par la Direction Générale
- Examinent et approuvent les budgets annuels

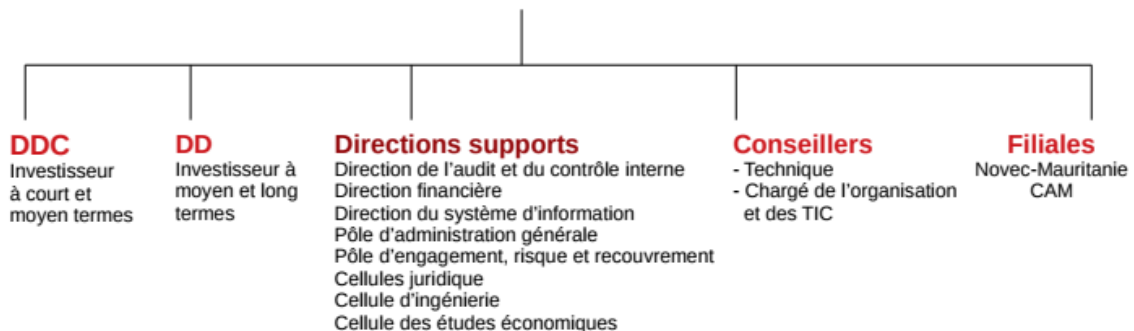
ORGANISATION

Directeur Général

- Nommé par décret présidentiel pour un mandat de 5 ans renouvelable une fois
- Responsable de la gestion de ses fonds et valeur
- Entendu par les commissions de l'Assemblée Nationale chargées des finances et de l'économie

Secrétaire Général

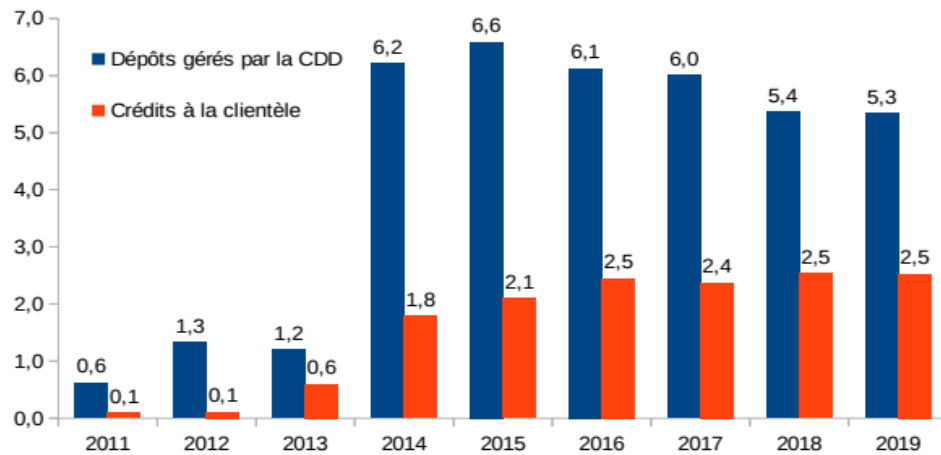
- Nommé en Conseil des Ministres
- Assiste le Directeur Général dans l'exercice de ses fonctions
- Remplace le Directeur Général en cas d'empêchement



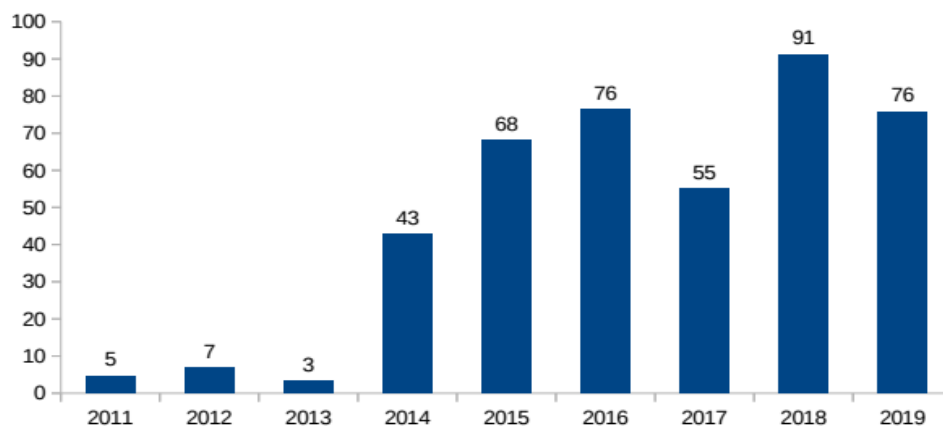
DDC : Direction des Dépôts et Consignations, DD : Direction du Développement, CAM : Crédit Agricole de Mauritanie

Chiffres clés

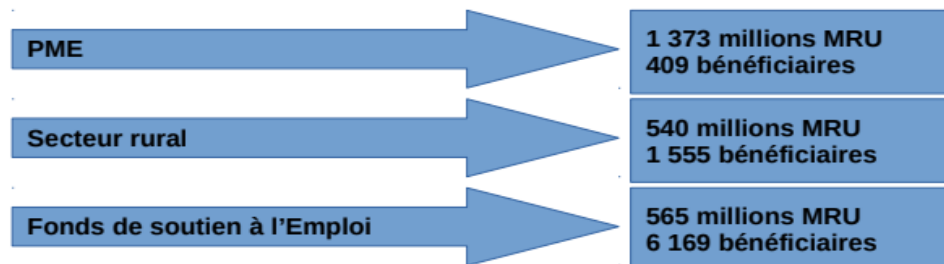
Dépôts et crédits de la CDD (millions MRU)



Evolution du résultat net (millions MRU)



Portefeuilles de financement :



Mobilisation des ressources

Pour mieux contribuer au financement de l'économie nationale, la CDD mène un processus de mobilisation de financements à partir des besoins identifiés dans différents domaines de l'activité économique.

Ressources internes

La mobilisation de l'épargne constitue une mission principale de la Caisse des Dépôts et de Développement. Dans ce cadre, la CDD, en tant que tiers de confiance, constitue un catalyseur de l'épargne au niveau institutionnel et exerce cette mission suivant un principe de gestion assurant l'efficacité et la sécurisation de fonds. A ce titre, les ressources mobilisées en interne peuvent être scindées en deux catégories :

- **Ressources réglementées** : elles sont constituées de l'ensemble des ressources dont la gestion est encadrée par un texte juridique ou réglementaire tel que :
 - **Dépôts réglementés** : les dépôts des établissements publics prévus dans la loi portant création de la CDD, objet d'un mécanisme de transformation prenant en charge les grands équilibres bilanciaux ;
 - **Consignations et cautionnements** : les consignations juridiques, administratives et les cautionnements prévus dans la loi portant création de la CDD ;
 - **Les biens gelés ou saisis** : les avoirs/fonds saisis ou gelés à titre conservatoire prévus par la loi portant création de l'Office de Gestion des Biens Gelés, Saisis et Confisqués et le Recouvrement des Avoirs Criminels (OGRAC).
- **Ressources conventionnelles** : les fonds dont la gestion est régie par des conventions spécifiques entre la CDD et autres entités publiques ou/et privées tels que :
 - Le mandat de gestion entre la CDD et le Ministère des Finances « Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) » ;
 - Le mandat de gestion entre la CDD et le Ministère des Pêches et de l'Économie Maritime « Embarcations pontées » ;
 - Le mandat de gestion donné à la CDD en application de l'Accord-Cadre régissant les opérations d'acquisition, de financement, de gestion et de commercialisation des intrants agricoles.

Ressources extérieures

Des requêtes de financement adressées aux partenaires techniques et financiers du pays ont abouti ou sont sur le point de l'être :

- Une ligne de crédit 6 millions de dinars Koweïtien (670 millions MRU) accordée par le Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe (FKDEA), en cours d'utilisation ;

- Une deuxième ligne de crédit de 20 millions de dollars du FADES dont la première tranche de 5 millions USD a été appelée ;
- La signature d'un Mémoire d'Entente avec le Fonds KHALFA des Emirats Arabes Unis matérialisé par la signature d'une convention de 25 millions de dollars en cours de ratification, destinée à financer la PME et la microfinance.

S'y ajoutent une requête de financement en cours d'instruction auprès d'AFREXIMBANK pour des demandes de financement à hauteur de 27,5 Millions USD à titre de participation au financement d'un hôtel de 200 clés haut standing portée par la Société GHM (Grand Hôtel de Mauritanie) dont le capital est détenu par la SNIM et des privés nationaux et une autre demande de 15 Millions d'Euro en appui au secteur privé dans le domaine de la pêche (traitement de produits halieutiques).

Emplois de la caisse

Appui aux Politiques publiques

En matière d'accompagnement des politiques publiques, la CDD intervient en appui aux politiques sectorielles dans le cadre de conventions contractées avec l'Etat. A ce titre, on peut citer :

- a) La signature d'un Accord-cadre régissant les opérations d'acquisition, de financement, de gestion et de commercialisation des intrants agricoles entre les ministères chargés des finances, de l'agriculture, le CSA et la CDD. Cet Accord-cadre débouchera sur des conventions spécifiques pour des montants prévisionnels moyens de l'ordre de 600 millions MRU par an correspondants à l'acquisition des besoins du secteur en intrants agricoles ;
- b) Une convention de financement pour un montant de 120 millions MRU destinée au financement du plan de relance de la Société Mauritanienne de Produits Laitiers (SMPL), en application des orientations du comité interministériel réuni sur le sujet en octobre 2019 ;
- c) L'appui à la commercialisation de la pêche : Un financement de 300 millions MRU a été mobilisé conjointement par la CDD (250 Millions) et la SMCP (50 Millions) sous forme d'appui financier en faveur des opérateurs de la pêche devant leur permettre de faire face aux besoins urgents de préfinancement du stock en instance d'exportation ;
- d) L'accompagnement du programme de développement de l'ATTM en investissement et en besoins de trésorerie pour un montant de 210 millions MRU réparti en crédit d'équipement de 60 millions MRU et une facilité revolving de 150 millions MRU ;
- e) Le programme de 600 logements élaboré conjointement avec le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, le Ministère chargé de l'Emploi et la société ISKAN. Il porte sur la construction de 600 unités d'habitation à Zouerate dont 300 logements financés par la SNIM et 300 logements financés par l'Etat mauritanien à travers la CDD pour un coût global initial de 696 millions MRU, dont 267 millions MRU pris en charge par la CDD. Le projet qui a connu nombre de contraintes dans son exécution a

enregistré, en 2019, des travaux dans les domaines de la voirie et de l'assainissement. Le volet commercialisation fait l'objet actuellement d'un examen par un comité interministériel.

Appui au secteur financier

Une enveloppe d'environ 386 millions MRU est placée auprès du système bancaire destinée à renforcer la capacité des banques en matière de financement des PME.

Dans le cadre du plan de redressement de la Nouvelle Banque de Mauritanie (NBM), la CDD a contribué à la mobilisation d'un montant de 100.000.000 MRU dans le cadre d'une intervention globale faisant intervenir le fonds de garantie logé à la BCM (200.000.000 MRU) et des banques de la place pour un montant consolidé de 370.000.000 MRU.

S'agissant de l'appui aux IMFs, le Fonds de Refinancement des Institutions de la Microfinance (FOREMI) a finalisé en 2019 son manuel de procédures, qui a été validé par un comité de crédit composé de représentants du Ministère chargé de l'Emploi, de la BCM, de l'association des professionnels de la microfinance et de la CDD. Un appel à candidature pour la sélection des IMFs a été lancé en décembre 2019.

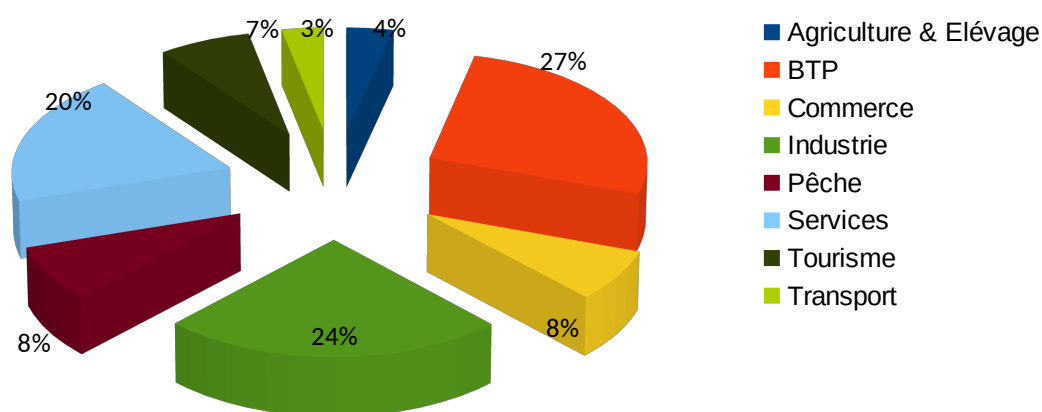
Financement des PME

Le financement des PME, objet de lignes de crédit contractées auprès de bailleurs de fonds internationaux, constitue un volet important des activités de la CDD. Le cumul des financements aux PME a atteint environ 1.4 milliards d'Ouguiya MRU, au profit de plus de 400 petites et moyennes entreprises. En 2019, les financements décaissés ont atteint un montant de 235 583 240 MRU au profit de 69 PME.

Le taux moyen de recouvrement sur le portefeuille est de 78%. Il importe de signaler que ces prêts sont assortis d'une couverture en garanties réelles.

Les financements au profit de la PME ont touché à l'essentiel des secteurs de l'économie (industrie, services, tourisme, pêche, commerce, bâtiment, secteur rural...).

Répartition sectorielle des financements accordés aux PME en 2019 (236 millions MRU)



Financement du secteur rural

Le financement du secteur rural est assuré par le Crédit Agricole de Mauritanie (CAM-sa), filiale de la CDD.

Depuis la création de cette filiale, le montant échu des financements mis en place au profit des différentes campagnes agricoles de riziculture a atteint 539,7¹ millions MRU au profit de 1 555 bénéficiaires.

En 2019, 134 dossiers ont été financés pour une enveloppe globale de 62.932.034 MRU au titre du crédit de campagne (crédit à court terme) contre 55,28 millions MRU en 2018. Le financement du secteur agricole fait face à nombre de contraintes liées à l'environnement du secteur (aménagements, foncier, assurance ...), objet d'un rapport diagnostic en 2019. La recherche d'un dispositif de financement pérenne du secteur agricole figure au nombre des priorités du Gouvernement.

Le taux de recouvrement global de ce portefeuille est de 89 %.

1 Rapport annuel du Crédit Agricole de Mauritanie 2019

Fonds de Soutien à l'Emploi

Le Fonds de Soutien à l'Emploi (FSE) est un programme social qui vise la promotion d'activités génératrices de revenus.

Il comporte trois composantes : (i) l'appui aux activités génératrices de revenus durables au profit des couches vulnérables, notamment dans les quartiers précaires, (ii) l'insertion des diplômés chômeurs et (iii) la promotion des Très Petites Entreprises (TPE).

Sa gestion a été confiée, depuis son démarrage en 2012, à la CDD, sous forme d'un mandat de gestion bâti sur des conventions signées, pour chaque wilaya, avec l'État représenté par le Ministère des Finances.

Son enveloppe globale prévisionnelle est d'un milliard d'Ouguiya MRU, répartie entre la quasi-totalité des régions.

Durant l'année 2019, les financements accordés dans le cadre de ce programme sont réalisés uniquement avec les montants recouvrés. Leur enveloppe a atteint 7.5 millions MRU.

Au 31.12.2019, 6 169 porteurs de petits projets ont bénéficié du financement du FSE ; le cumul de l'enveloppe globale de ce programme a atteint 565 millions MRU dont 69,4% sont effectivement recouvrés à la date du 31/12/2019.

Coopération et partenariat

Durant l'année 2019, la CDD a pris part à d'importantes rencontres internationales dont :

- Une conférence à la Banque Mondiale (Washington) sur le thème « les Caisses de Dépôts, un modèle pour la mobilisation de l'épargne au service de la croissance et du développement ». L'objectif de la conférence est de mettre en exergue la promotion du rôle des Caisses de Dépôts au service de la croissance et du développement économiques ainsi que les complémentarités et les synergies d'intervention avec les banques de développement et le secteur privé ;
- Le Forum mondial des Caisses de Dépôts (Dakar) dont les travaux ont tourné autour des modèles prudentiels des Caisses de Dépôts, l'inclusion financière, la mobilisation des ressources longues, le financement des infrastructures sociales et la mobilisation de l'épargne des diasporas pour le développement ;
- Un atelier sur la gestion des dépôts, consignations et des avoirs en déshérence organisé par la Caisse des Dépôts et Consignations de France ;
- La participation aux journées de concertation tenues à Nouakchott sur l'entrepreneuriat des jeunes et les opportunités d'emploi et à la Journée sur la Microfinance en relation avec les départements sectoriels compétents.

Renforcement des capacités

La CDD a poursuivi en 2019 le renforcement des capacités de son personnel à travers des formations structurantes telles que celles dispensées par l'Institut Technique de Banque (ITB) ou le Centre de Formation Professionnelle Bancaire (CFPB). Dans ce cadre, trois (03) cadres ont été inscrits pour l'année 2019-2020, en 1ère année ; 4 autres ont été réinscrits pour la 2ème année de la formation, au titre de la même année scolaire. Soit un total de 7 cadres inscrits dont quatre femmes. Le renforcement des capacités est appelé à se poursuivre dans le cadre d'un plan de formation arrêté dans le cadre du plan d'appui institutionnel en cours d'exécution.

Dans le domaine des échanges techniques entre la Caisse des Dépôts et de Gestion du Maroc (CDG) et la Caisse des Dépôts et de Développement, encadrés par une convention de coopération technique, plusieurs stages d'immersion technique en entreprise ont été organisés en faveur de plusieurs collaborateurs dans des thèmes d'intérêt pour la Caisse.

Dans le même cadre, la Caisse des Dépôts et Consignation de France a accueilli des cadres de la CDD autour d'un atelier sur la gestion des dépôts, consignations et des avoirs en déshérence, ceci en application de la convention de coopération technique signée entre les deux caisses.

En outre, une mission d'appui institutionnel et organisationnel a permis la formalisation des procédures opérationnelles et d'organisation de l'administration générale de la Caisse des Dépôts et de Développement ainsi que l'élaboration de notes et de mesures d'accompagnement. Une proposition de termes de références pour la conduite d'une étude institutionnelle et organisationnelle a été élaborée au cours de cette mission.

Perspectives

En terme de perspectives, la CDD s'emploiera à poursuivre et élargir l'opérationnalisation de ses axes d'intervention par :

- La recherche de diversification en matière de mobilisation de financements extérieurs ;
- L'activation des voies et moyens pour tirer parti au mieux des initiatives de financement alternatives telles les opportunités de financement à l'échelon mondial liées au climat et conférer, ainsi, plus d'empreinte écologique au portefeuille financé par la CDD ;
- La mobilisation davantage de ressources internes au moyen du développement de nouveaux produits.

La poursuite de la mise en œuvre des axes précités est de nature à permettre à la CDD, investisseur au service de l'intérêt général, de répondre plus aux attentes en matière d'appui aux priorités publiques et de promotion du secteur privé, contribuant, ainsi, au développement économique et social du pays, en accord avec les normes et standards qui encadrent son intervention et ses opérations.

RAPPORT FINANCIER

Le Budget

Le budget 2019 reflète l'évolution des activités de la CDD, marquées par une maîtrise des charges et une amélioration des produits. Les réalisations font ressortir des taux d'exécution budgétaires de 94% pour les charges d'exploitation, 103% pour le total des charges, 104% pour les produits et 25% pour l'investissement.

Synthèse de l'exécution du budget de l'année 2019 (Montants en MRU)				
Rubrique	Prévision 2019	Exécution 2019	Écart Exécution/Prévision	Taux d'exécution
Total général des charges	226 936 000	233 544 365	6 608 365	103%
Total général des produits	322 515 000	334 612 765	12 097 765	104%
Différence (Produits–Charges)	95 579 000	101 068 400	5 489 400	106%
Total équipement	11 450 000	2 870 529	8 579 471	25%

Les Charges

Le taux de réalisation du budget des charges globales est de 103%, soit un total de 233 millions au titre de l'exercice 2019 et 94% pour les charges d'exploitation.

Le tableau ci-dessous présente l'état d'exécution des principales rubriques du budget 2019 au niveau des charges.

État d'exécution du budget des charges 2019 (MRU)

Rubriques	Prévision 2019	Exécution 2019		
		Exécution 31/12/2019	Écart Exécution/Prévision	Taux d'exécution
CHARGES LIÉES A L'INVESTISSEMENT	5 610 000	4 962 712	-647 288	88 %
FRAIS FINANCIERS	28 220 000	22 484 475	-5 735 525	80 %
CHARGES LIÉES A L'ACTIVITÉ	20 500 000	16 003 472	-4 496 528	78 %
CHARGES & PERTE DIVERSES	1 150 000	1 055 410	-94 590	92 %
FRAIS DU PERSONNEL	106 100 000	105 759 512	-340 488	100 %
IMPÔTS TAXES ET VERS ASSIMILÉS	17 856 000	19 229 701	1 373 701	108 %

TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	179 436 000	169 495 282	-9 940 718	94 %
CHARGES NON DECAISSABLES	47 500 000	64 049 083	16 549 083	135 %
TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	226 936 000	233 544 365	6 608 365	103 %

Les équipements

Le taux d'exécution du budget d'équipement est de 25% en 2019. Ce niveau d'exécution s'explique principalement par la réalisation différée de l'acquisition du terrain devant servir d'extension au siège central de la CDD.

Les produits

Les réalisations atteintes en 2019 (334,61 millions MRU) ont dépassé les prévisions budgétaires (322,51 millions MRU), soit un taux d'exécution de 104% et un excédent de 12 millions MRU.

État d'exécution du budget des produits 2019 (MRU)

Rubriques	Prévision 2019	Exécution 2019		
		Exécution 31/12/2019	Écart Exécution/Prévision	Taux d'exécution
Produits sur opérations de placements	164 360 000	204 778 687	40 418 687	125 %
Produits sur opérations de crédits	55 244 000	44 613 135	-10 630 865	81 %
Produits sur opérations de financement islamiques	66 856 000	57 396 987	-9 459 013	86 %
Produits sur gestion sous mandat	17 125 000	17 125 000	0	100 %
Commissions	13 630 000	8 367 801	-5 262 199	61 %
Total des produits d'exploitation	317 215 000	332 281 610	15 066 610	105 %
Produits exceptionnels	1 800 000	1 405 497	-394 503	78 %
Reprise/provision et amortissements	3 500 000	925 658	-2 574 342	26 %
TOTAL GÉNÉRAL DES PRODUITS	322 515 000	334 612 765	12 097 765	104 %

Le résultat

Le résultat comptable brut a été prévu pour 95,58 millions MRU et réalisé à 101 millions MRU, soit un écart positif de 5,4 millions et un taux d'exécution de 106 %.

Rubriques	Prévision	Exécution 2019
-----------	-----------	----------------

	2019			
		Exécution 31/12/2019	Ecart Exécution/Prévisio n	Taux d'exécution
RÉSULTAT COMPTABLE	95 579 000	101 068 400	5 489 400	106 %

Les états financiers

Les états financiers font ressortir, au titre de l'exercice 2019, un total de bilan de 8,32 milliards d'Ouguiya, un total de hors bilan de 1,84 milliards et un résultat comptable de 101 millions d'Ouguiya.

Le bilan

L'actif

Actif (MRU)				
Libellés	CDD	DDC	DD	CDD
	31/12/18	31/12/19		
<u>Trésorerie et opération interbancaires</u>	4 414 653 045	4 497 942 903	47 649 563	4 545 592 466
<u>Crédits</u>	2 263 549 600	1 437 084 345	822 521 149	2 259 605 494
<u>Crédit Mandat de Gestion</u>	278 404 957	264 645 529	-	264 645 529
<u>Comptes d'attente et de régularisation</u>	746 844 860	296 262 819	487 191 879	783 454 697
<u>Capital non versé</u>	300 000 000	300 000 000	-	300 000 000
<u>Immobilisations nettes</u>	58 719 750	54 134 553	-	54 134 553
<u>Titres de participation</u>	116 100 000	116 100 000	-	116 100 000
Total Actif	8 178 272 212	6 966 170 148	1 357 362 590	8 323 532 739
HORS BILAN	1 716 420 392	1 081 035 336	767 649 459	1 848 684 795

Note relative à l'actif du bilan

Trésorerie et opérations interbancaires

La rubrique « trésorerie et opérations interbancaires » est passée de 4,41 milliards en 2018 à 4,54 milliards en 2019, soit une hausse de 3 % en valeur relative et 0,13 milliards en valeur absolue.

Crédit à la clientèle

L'encours du crédit à la clientèle est passé de 2,26 milliards en 2018 à 2,25 milliards en 2019, en stabilisation par rapport à l'année passée.

Crédit au titre du Mandat de Gestion

L'encours des crédits du Mandat de Gestion est passé de 0,27 Milliards en 2018 à 0,26 milliards en 2019 suite au remboursement des crédits, dont 0,05 Milliard représentant le financement de 21 embarcations pontées à Nouadhibou. Le montant des crédits distribués dans le cadre du programme du Mandat de Gestion hors embarcations pontées s'est élevé au 31 décembre 2019 à 0,564 milliards d'Ouguiya.

Les comptes d'attente et de régularisation

Le solde de cette rubrique s'élève, au 31/12/2019, à 783 millions contre 747 millions en 2018 regroupant les opérations en attente de régularisation.

Le capital non versé

Cette rubrique représente la partie du capital souscrit qui reste encore non versé par l'Etat, soit 0.3 milliard d'Ouguiya.

Les immobilisations

Les immobilisations nettes s'élèvent au 31.12.2019 à 54 millions, répartis comme suit :

- Immobilisations corporelles : 44 millions ;
- Immobilisations incorporelles : 10 millions.

Les titres de participation

Au 31.12.2019, les titres de participation s'élèvent à 116,1millions MRU:

- | | |
|--|----------------|
| - Participation au capital de la Télédiffusion de Mauritanie : | 10 millions ; |
| - Participation au capital de la Radio de Mauritanie : | 5 millions ; |
| - Participation au capital de la Télévision de Mauritanie : | 5 millions ; |
| - Participation au capital de la NOVEC Mauritanie SA : | 5.1 millions ; |
| - Participation au capital du Crédit Agricole de Mauritanie (CAM-sa) : | 91 millions. |

Le passif

Passif (MRU)				
Libellés	CDD	DDC	DD	CDD
	31/12/2018	31/12/2019		
<u>Trésorerie et opération interbancaires</u>	5 369 626 345	5 317 451 688	25 660 417	5 343 112 105
<u>Comptes d'attente et de régularisation</u>	80 7 147 378	791 458 406	44 879 674	836 338 079
<u>Emprunt</u>	641 980 505	0	760 363 628	760 363 628
<u>Capitaux propres</u>	1 359 517 984	857 260 054	526 458 872	1 383 718 926
Total Passif	8 178 272 212	6 966 170 148	1 357 362 590	8 323 532 738
HORS BILAN	1 716 420 392	1 081 035 336	767 649 459	1 848 684 795

Note sur le passif du bilan

Trésorerie et opérations interbancaires

La trésorerie passive de la CDD est passée de 5,36 milliards en 2018 à 5,34 milliards en 2019, soit une baisse de 0,5 % (26 millions MRU en valeur absolue).

Comptes d'attente et de régularisation

Le solde de cette rubrique s'élève à 0,83 milliards en 2019 contre 776 en 2018 regroupant les opérations en attente de régularisation.

Emprunts

Le montant de ce poste (0,760 Milliards) représente la contrevaletur en Ouguiya des emprunts effectués auprès du FADES et du FKDEA décaissés et non encore remboursés au 31/12/2019.

Capitaux propres

Le montant des capitaux propres s'élève au 31.12.2019 à 1,38 milliards contre 1,35 milliards en 2018, soit une augmentation de 24 millions (+2%).

Le hors bilan

Le portefeuille des engagements, donnés et reçus, en hors-bilan, s'élève, au 31/12/2019, à 1,85 milliards d'Ouguiya enregistrant une augmentation de 8% (0,13 Milliards) par rapport à l'exercice 2018.

Le compte de résultat

Libelle	Jan-Déc 18	Jan-Déc 19	Écart	%
Produits d'exploitation bancaire	320 538 688	330 941 610	10 402 922	3%
Produits accessoires	489 900	1 340 000	850 100	174%
Charges d'exploitation bancaire	- 23 170 735	- 22 484 475	686 260	-3%
PRODUIT NET BANCAIRE	297 857 853	309 797 135	11 939 282	4%
<i>Dont marge d'intérêt clientèle</i>	80 956 053	102 010 122	21 054 069	26%
<i>Dont marge d'intérêts de trésorerie</i>	191 172 234	182 445 365	- 8 726 870	-5%
<i>Dont commissions clientèle</i>	8 114 666	6 876 648	- 1 238 018	-15%
<i>Dont commissions Mandat de Gestion</i>	17 125 000	17 125 000	-	0%
Dont Produits accessoires	489 900	1 340 000	850 100	174%
Charges externes liées à l'investissement	- 4 618 582	- 4 962 712	- 344 130	7%
Charges externes liées à l'activité	- 16 070 784	- 16 003 472	67 312	0%
Charges et pertes diverses	- 959 325	- 1 055 410	- 96 085	10%
Frais de personnel	- 104 802 018	- 105 759 512	- 957 494	1%
Impôts, taxes et versements assimilés	- 21 561 665	- 19 229 701	2 331 965	-11%
Total Frais Généraux	- 148 012 374	- 147 010 807	1 001 567	-1%
Dotations aux comptes d'amortissements	- 8 515 346	- 7 455 726	1 059 620	-12%
TOTAL Frais Généraux et Amortissements	- 156 527 719	- 154 466 533	2 061 187	-1%
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	141 330 134	155 330 602	14 000 469	10%
CHARGES DE RISQUE	- 23 519 903	- 53 199 618	- 29 679 715	126%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	3 846 433	- 1 062 584	- 4 909 018	128%
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	121 656 664	101 068 400	- 20 588 264	-17%

Produit Net Bancaire (PNB)

Le produit net bancaire s'est élevé au 31/12/2019 à 309 millions, enregistrant une augmentation de 4% en valeur relative et 12 millions en valeur absolue par rapport à l'exercice 2018. Cette variation s'explique par :

- la hausse constatée au niveau des produits d'exploitation bancaire de 3 % soit 10,4 millions ;
- l'augmentation des produits accessoires de 174% ;
- La baisse des charges d'exploitation bancaire de 3%.

Frais Généraux

Le montant des frais généraux est passé de 148 millions en 2018 à 147 millions en 2019 soit une baisse de 1 millions en valeur absolue et 1% en valeur relative.

Amortissements

Les amortissements ont connu une baisse de -12%, soit un total de 1 million par rapport à l'exercice 2018.

Charges liées aux risques

Le montant de ce poste en 2019 s'élève à 53 millions en 2019. Il est constitué de :

- provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle (39 millions) ;
- dotations aux provisions pour risques et charges relatif aux emprunts du FADES et du FKDEA (8 millions);
- provisions pour dépréciation des comptes des tiers (6 millions).

Résultat exceptionnel

Au 31/12/2019, le montant du résultat exceptionnel (différence entre les produits exceptionnels et les charges exceptionnelles) s'élève à (-1) million d'Ouguiya.

Résultat

Le résultat de l'exercice 2019 fait ressortir un bénéfice comptable de 101 millions.

États financiers certifiés